

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 septembre 2003
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 19 septembre 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Ghana
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur, en ma qualité de coordonnateur des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de vous faire tenir ci-joint le texte d'un communiqué sur la situation en Guinée-Bissau publié par la CEDEAO à l'issue d'une mission d'établissement des faits effectuée par une délégation ministérielle de la CEDEAO dans ce pays du 15 au 17 septembre 2003 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Ghana
(Signé) Nana **Effah-Apenteng**



**Annexe à la lettre datée du 19 septembre 2003, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Communiqué

Bissau, le 17 septembre 2003

Suite aux événements survenus le 14 septembre 2003 en Guinée-Bissau, une délégation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est rendue dans ce pays et y a effectué une mission d'établissement des faits du 15 au 17 septembre 2003. Cette délégation était composée des Ministres des affaires étrangères du Cap-Vert, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Nigéria et du Sénégal, ainsi que du Secrétaire exécutif de la CEDEAO, et était dirigée par le Ministre ghanéen des affaires étrangères qui est le Président en exercice de la CEDEAO. Ils ont bénéficié du concours du coordonnateur résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Ambassadeur du Brésil, en sa qualité de représentant de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP). Ils ont eu des entretiens avec le Président Kumba Yalá, le général Verissimo Correia Seabra, chef d'état-major des forces armées de la Guinée-Bissau, et avec d'autres dirigeants militaires et représentants de partis politiques et de la société civile.

La délégation a exprimé la profonde préoccupation de la CEDEAO devant l'aggravation de la crise politique et la tentative de destitution du Président Kumba Yalá. Elle a rappelé aux dirigeants des forces armées la Déclaration d'Alger, adoptée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1999, et les Protocoles de la CEDEAO concernant la gouvernance démocratique, qui interdisaient de reconnaître tout gouvernement qui serait parvenu au pouvoir par des moyens anticonstitutionnels ou par le recours à la force. Elle a lancé un appel en faveur du rétablissement de l'ordre constitutionnel, de l'état de droit et du respect des droits de l'homme, ainsi que de la protection de la vie et des biens des citoyens.

Après de longs entretiens avec toutes les parties prenantes, il a été convenu ce qui suit :

- 1) Les forces armées ont déclaré que le pouvoir politique ne les intéressait pas et qu'elles retourneraient dans leurs casernes;
- 2) Un gouvernement provisoire d'unité nationale reposant sur une large base et composé uniquement de civils sera formé par le biais de consultations avec toutes les parties prenantes;
- 3) Le Président Kumba Yalá s'est déclaré prêt à démissionner dans l'intérêt de l'unité nationale et de la paix et de la stabilité du pays;
- 4) Le gouvernement de transition devrait être dirigé par une personnalité civile connue pour son intégrité;
- 5) La transition durera un laps de temps raisonnable à l'issue duquel des élections présidentielles et législatives crédibles, libres et justes seront tenues;

- 6) La CEDEAO lancera un appel aux Nations Unies, à l'Union africaine, à l'Union européenne, à la Communauté des pays de langue portugaise, à la communauté de la diaspora de Guinée-Bissau et à tous les amis de la Guinée-Bissau pour qu'ils apportent leur concours financier, technique et matériel au pays de façon qu'il puisse réussir sa transition démocratique et sa reconstruction socioéconomique.
-